

[panorapresse.ouest-france.fr](https://panorapresse.ouest-france.fr)

## Scandale dans l'école de La Salle à Rouen : l'avocat de la Congrégation répond à nos questions

5-7 minutes

Frappée par le scandale après des dizaines de témoignages d'anciens élèves décrivant des violences physiques et sexuelles, la Congrégation gérant une école privée de [Rouen](#) répond.



*L'avocat de la Congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes répond.*

Éclaboussée par les nombreux témoignages d'anciens élèves de l'école Jean-Baptiste de La Salle à [Rouen](#), chez 76actu et ailleurs, la Congrégation des Frères des Écoles Chrétiennes a répondu à nos questions par le biais de son avocat, sollicité par mail la semaine dernière avant que nous publiions un nouveau témoignage, celui de Laurent, dimanche 1er mars.

Deux saisines rouennaises traitées

Philippe Auzenet et le Collectif des victimes des Lasalliens, créé en ce début d'année, dénoncent depuis un mois les agissements qui ont pris place selon eux dans des dizaines d'établissements gérés par la Congrégation, dont l'établissement rouennais, où pas moins de "26 victimes" auraient témoigné. Victimes de violences physiques, morales et sexuelles, de la part d'autres élèves, d'encadrants laïcs (professeurs, surveillants, cuisiniers...) ou de frères de la Congrégation.

*L'avocat de la Congrégation assure qu'à ce jour, la cellule d'écoute mise en place en 2014 par les*

Frères des *Ecoles* Chrétiennes a traité deux saisines d'anciens élèves rouennais, menant à une indemnisation en 2023 et à une lettre *de* reconnaissance des faits en 2025.

Les violences d'autres élèves ou d'encadrants *laïcs* pas prises en compte

Cette lettre concernait justement Philippe Auzenet, passé par l'établissement rouennais et victime *de* violences d'autres élèves. "Dans *la* mesure où le fondateur du collectif indique avoir été victime *de* violences commises par ses camarades *de* récréation, et non par des Frères *de la Congrégation*, aucun protocole *de* reconnaissance et d'indemnisation ne lui *a* été proposé", précise *l'avocat*.

Cinq autres saisines auraient été effectuées depuis février 2026, concernant des violences qui auraient été perpétrées par des enseignants ou un surveillant *laïc*, des années 1960 jusqu'à 1995 pour le plus récent. Mais *dans* ces saisines, "aucun des mis en cause *laïcs* n'appartenaient à *la Congrégation* religieuse", ce qui visiblement exclut ces témoignages du protocole d'indemnisation.

C'est le cas *de* Laurent, qui nous racontait dimanche les viols et violences qu'il *a* subies des mains *de* deux professeurs, et qui nous confirme avoir saisi *la* cellule d'écoute dernièrement. "Ils m'ont répondu 'je ne sais pas si on pourra faire quelque chose, ce n'était pas des ecclésiastiques'. Mais l'institution était au courant, elle *a* couvert les actes *de* ces professeurs *laïcs* !"

72 saisines, près *de* 2,5 millions d'euros versés

Deux autres personnes auraient indiqué avoir été victimes *de* violences *de* frères aujourd'hui décédés. *L'avocat* précise que *la* cellule d'écoute mise en place depuis 2014 *a* été saisie 72 fois, et *a* mis en place "70 démarches *de* reconnaissance et *de* réparation, assorties d'indemnisations pour un montant total *de* 2 434 882 euros". D'après *la Congrégation*, quatre à huit semaines sont nécessaires entre une saisine et l'éventuelle indemnisation.

À son mail, il joint les témoignages largement expurgés *de* victimes indemnisées par *la* cellule d'écoute, qu'ils remercient pour son "attention bienveillante" et son "travail", qui *a* permis à certains *de* "se reconstruire".

Pour finir, *l'avocat* assure qu'aujourd'hui, l'établissement rouennais "fonctionne *dans* un cadre profondément renouvelé [...], applique strictement les obligations légales *de* signalement au Procureur *de la* République et au Rectorat, et met en œuvre des protocoles précis en matière *de* prévention, *de* protection des mineurs et *de* formation des personnels".

Violences et abus sexuels : deux anciens élèves *de l'école* Jean-Baptiste-*de-La-Salle* à [Rouen](#) témoignent

Il prend soin aussi *de* préciser que les équipes éducatives actuelles "n'ont aucun lien avec les personnes mises en cause pour des faits anciens qui remontent, pour certains, à près *de* 65 années". Interrogé pour savoir si *la Congrégation* considérerait que ces faits relevaient d'une défaillance systémique *dans* cette école *de Rouen*, *l'avocat* n'a pas répondu précisément à cette question.

Nos questions à *la Congrégation*

Sollicité par mail, *l'avocat de la Congrégation* a accepté *de* répondre à nos questions, transmises *dans* un deuxième temps. Les voici : - *La* congrégation est-elle au courant du nombre *de* plaintes en lien avec *l'école* Jean-Baptiste *de La Salle* ? - Des actions sont-elles mises en place pour identifier les responsables *de* ces agissements ? Pour recueillir *la* parole des victimes ? Pour les indemniser ? - Des actions sont-elles mises en place pour s'assurer que *de* tels événements ne puissent plus se produire, à [Rouen](#) comme ailleurs ? - *La* confrérie considère-t-elle que ces témoignages relèvent d'une défaillance systémique *dans* cette école rouennaise ?

Si vous souhaitez témoigner, vous pouvez contacter le Collectif des victimes des Lasalliens à cette adresse : victimes.lasalliens@gmail.com Un groupe Facebook "Collectif des victimes des

Lasalliens" peut être trouvé ici

Si vous êtes témoins *de* violences sur mineurs ou si vous êtes vous-même une victime, il est possible *de* joindre "Allô Enfance en danger" au 119 ou 0800 05 41 41, disponible 24 heures 24. Adultes, adolescents et enfants peuvent appeler ce numéro gratuitement. Pour plus d'informations, un site internet est également disponible : <http://www.allo119.gouv.fr/>

Suivez l'actualité *de* [Rouen](#) sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok